

L'ONU réfléchit à un retrait progressif de la MONUC de RDC

Source Reuters – Sous la pression du président congolais Joseph Kabila, l'ONU réfléchit à une stratégie de désengagement de ses forces de République démocratique du Congo (RDC), apprend-on de source diplomatique. La Mission d'observation des Nations Unies au Congo (MONUC), qui compte près de 20.000 hommes, militaires et policiers, est actuellement la plus importante opération de maintien de la paix menée par les Nations unies dans le monde.

Les casques bleus sont présents en RDC depuis 1999, à la suite d'une guerre civile qui a fait environ 5,4 millions de morts en cinq ans dans l'ancienne colonie belge. Le président Kabila souhaiterait qu'à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de son pays, l'an prochain, l'ONU lui présente un plan de retrait de la MONUC. "C'est en partie une question de dignité", dit un diplomate occidental à Reuters. "Kabila veut montrer que son gouvernement a de moins en moins confiance en la MONUC. C'est compréhensible, aucun dirigeant ne voudrait donner l'impression qu'il a besoin des casques bleus pour rester au pouvoir", ajoute ce diplomate. Joseph Kabila, qui a remporté en 2006 les premières élections démocratiques organisées en quarante ans dans le pays, devrait briguer sa succession à la tête de la RDC en 2011. En réponse aux pressions de Kinshasa, le prochain rapport du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, devrait recommander la reconduction du mandat de la MONUC pour six mois et non plus pour un an, dit-on de source diplomatique.

PAS DE RETRAIT PRÉCIPITÉ Cela donnerait assez de temps à la MONUC pour "prendre en considération les propositions du gouvernement de la RDC (...), notamment sur une stratégie de sortie avec des repères détaillant les tâches essentielles qui devront être accomplies avant que la mission ne se retire", a-t-on ajouté. L'ambassadeur de RDC aux Nations unies, Atoki Iлека, a en effet déclaré à Reuters que son gouvernement aimerait discuter avec l'Onu d'une stratégie de retrait progressif de la MONUC, avec des étapes clairement définies à l'avance. "Je serais très étonné si ce retrait prenait moins de deux ans", a déclaré un haut responsable des Nations Unies. Un autre fonctionnaire international a rappelé que les 3.000 hommes que le Conseil de sécurité avait décidé d'envoyer en renfort en RDC n'étaient pas tous arrivés sur place. "Avant de commencer à rappeler nos soldats de RDC, il faudrait que tous ceux que nous avons décidé d'y envoyer y soient arrivés", a-t-il fait remarquer. Le mandat de la MONUC doit être renouvelé le mois prochain et le niveau actuel des effectifs ne sera pas modifié, dit-on de source diplomatique, "car la situation reste fragile et le processus de paix dans l'Est est menacé". Un désengagement précipité pourrait réduire à néant dix années d'efforts de la communauté internationale en RDC", ajoute-t-on. Mais certains changements sont envisagés, comme le transfert du QG de la MONUC de Kinshasa, la capitale, vers une ville de l'est du pays, où la situation est plus tendue. A long terme, une fois la paix assurée, il s'agirait d'envoyer en RDC des experts chargés de la reconstruction.